L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MERCREDI MATIN, 18 NOVEMBRE 1874. 48me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI MATIN, 18 NOVEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Vincent & Co., dans leurs salles d'encan, bottes, souliers, et bruleries.

Par G. de Fériet & Co., No 62 de la rue du Canal, installations, comptoirs, etc.

Par A Gerard,—aux écuries du Phœnix, rue des Champs Elysées, chevaux, mulets, wagons, etc.

SPECTACLES.

Mercredi 18 Novembre 1874.

ACADEMIE.—The Cut Glove, drame.
VARIETES.—A midi et le soir, Concerty.
GLOBE.—Rosedale or the Rifle Ball, drame.
ST. CHARLES.—Les Mystères.

Travail préparatoire.

Quelles que soient la mauvaise volonté et la lenteur que mettent les membres du Bureau des retours à procéder au dépouillement des rapports d'élection, il faudra pourtant bien qu'ils aboutissent à une proclamation officielle des résultats. En dépit de toutes les fraudes commises ou tentées, il sera impossible aux radicaux de supprimer la majorité démocratique de la ville qui est de plus de 12,000 voix, ni de détruire la majorité conservatrice dans la chambre des représentants. L'objet de leurs manœuvres est de faire déclarer adoptés les amendements constitutionnels, et de changer un certain nombre de résultats dans plusieurs paroisses, de façon à pouvoir déclarer élus deux de leurs candidats au Congrès. Par ce moyen, ils feraient peut-être aussi ressortir une petite majorité pour Dubuclet et ils auraient quelques représentants de plus à la Chambre.

Laissant de côté les luttes qui vont s'engager devant le Bureau des retours entre les radicaux et les démocrates et sachant que ces derniers sont représentés par des défenseurs zélés et énergiques, les administrateurs et les représentants élus du parti démocrate-conservateur doivent se préoccuper, dès-à-présent, de la situation en présence de laquelle ils vont se trouver à leur entrée en fonctions et se mettre de suite à l'œuvre pour étudier les moyens propres à surmonter toutes les difficultés de cette situation.

Il y a un travail préparatoire très important à faire si l'on veut arriver à une prompte solution et à un soulagement immédiat.

La population compte énormément sur les mandataires qu'elle a choisis, elle a confiance en leur intégrité et en leur dévouement. Il reste à ceux-ci à prouver qu'ils sont dignes de cette confiance somme de double rapport et aussi sont le rapport de la capacité et de la fermeté.

Le maire et les administrateurs nouvellement élus, ont déjà pris connaissance de la situation financière de la ville et ils ont pu se convaincre que les embarras de cette situation n'ont pas été exagérés. Ils comprendront, nous en sommes convaincu, qu'il y a lieu d'appliquer le remède "aux cas désespérés les remèdes héroïques."

Un membre de l'administration actuelle de la ville a dit que, si l'on était forcé de faire face aux nécessités du budget de 1875, tel qu'il a dû être dressé sous les prescriptions des diverses lois en vigueur, ce ne serait pas trop d'une taxe de ville de quatre pour cent. Il ne viendra à la pensée d'aucun des nouveaux élus, que ce soit dans une augmentation des taxes, qu'il faille chercher une solution au problème, car ce problème a deux faces et celle qui doit le plus préoccuper les mandataires du peuple c'est le soulagement des contribuables C'est, en effet, dans le but qu'ils ont été choisis et c'est là la mission qu'ils ont à remplir. En plaidant l'intérêt des contribuables, nous défendons aussi l'intérêt de tous ceux qui travaillent. Il y a 10,000 maisons à la Nouvelle-Orléans qui ont besoin d'être réparées et repeintes, et une réduction de la taxe peut seule permettre aux propriétaires d'entreprendre des travaux qui donneront de l'ouvrage à des milliers d'hommes inoccupés et du pain à leurs familles.

L'administration municipale la meilleure aurait beau être disposée à apporter la plus stricte économie dans les dépenses, qu'elle serait impuissante à réaliser aucune réforme capitale si elle restait soumise aux lois actuelles.

Les nouveaux élus doivent donc se mettre immédiatement à l'œuvre, de concert avec les sénateurs et les représentants de la ville, pour préparer des bills qui, ayant déjà l'approbation de la délégation locale, pourront être passés dans les premiers jours de la session par la Législature. Ces bills doivent embrasser la révision de la législation passée et l'adoption des nouvelles dispositions que requiert la situation.

Le même travail préparatoire doit être fait pour la législation qui concerne l'Etat, soit par le caucus des sénateurs et des représentant-conservateurs, soit par un comité spécial auquel on adjoindrait quelques jurisconsultes éminents.

Le travail de révision de la législation radicale est à lui seul une tâche herculéenne, et il serait excessivement utile qu'il fût fait à l'avance, afin de faciliter l'adoption des mesures de réforme par la Législature.

Nous aurons occasion d'ici au mois de janvier, de traiter les principaux sujets qui doivent attirer l'attention de nos législateurs. Pour aujourd'hui, nous nous contenterons de suggérer un moyen d'apporter un soulagement immédiat au fardeau qui écrase la population de notre malheureux Etat et de créer une confiance qui redonnera un essor subit aux affaires et à l'esprit d'entreprise.

Ce moyen ce serait une loi très courte qui porterait que toutes les taxes d'Etat, pour quelque objet que ce soit, sont limitées au maximum de un pour cent, toutes les taxes de paroisse au maximum de un pour cent, et toutes les taxes de la ville de la Nouvelle-Orléans au maximum de un et demi pour cent, le tout sur la valeur réelle des propriétés soumises à un assessement arbitraire. Les moyens d'obteuir un assessement équitable seraient indiqués dans une autre loi qui statuerait sur un mécanisme unique pour l'assessement et la perception des impôts d'Etat, de paroisse et de municipalité.

L'adoption d'une loi comme celle que nous venons d'indiquer aurait réduit à deux et demi au maximum les taxes de tout genre pour la Nouvelle-Orléans et à deux pour cent au maximum celle affectant le reste de l'Etat, aurait un effet magique pour le rétablissement de la confiance et la reprise du travail.

Une clause à ajouter à la loi proposée, serait que le premier objet de tout impôt levé étant de faire fonctionner le gouvernement, il sera d'abord prélevé sur les recettes provenant des taxes, de quoi subvenir aux dépenses de ce fonctionnement. Le surplus seulement serait appliqué à la liquidation des dettes légitimes dans l'ordre qui serait prescrit.

Nous faisons, dira-t-on, bon marché de l'intérêt des créanciers. Nous répondrons que quand un particulier est ruiné, il est de l'intérêt des créanciers de lui laisser les moyens de recommencer à travailler. Tel est le cas pour la Louisiane et la Nouvelle-Orléans. Il faut d'abord sauver le corps social et lui laisser les moyens de se relever de la ruine. Plus tard, on verra suivant les ressources qui se développeront, à traiter équitablement avec les créanciers légitimes.

—Un voyageur qui revient du *Darfour*—c'est bien loin !—en rapporte un curieux autographe :

Au Sultan du Dârfour, 12 moharrer an VII.

Au nom de Dieu clément et miséricordieux, il n'y a d'autre Dieu que Dieu! Au Sultan du Dârfour Abd-el-Rahman.

J'ai reçu votre lettre; j'en ai compris le contenu; lorsque votre karavane sera arrivée, j'étais absent, ayant été en Syrie pour punir et détruire nos ennemis. Je vous prie de n'envoyer par la première karavane deux mille esclaves noirs ayant plus de seize ans, forts et vigoureux; je les accepterai pour mon compte. Gardez à votre karavane de venir de cette date ne pas s'arrêter en route; je donne des ordres pour qu'elle soit protégée partout.

Le général en chef : BONAPARTE.

La Perte de l'Empire.

A des époques presque périodiques, des catastrophes qui causent la mort de nombreuses victimes, viennent jeter une émotion douloureuse dans les esprits. On s'inquiète pendant quelques jours des causes du malheur arrivé, des moyens par lesquels il eût pu être évité, puis l'oubli se fait peu à peu, l'apathie et l'indifférence reprennent leur empire accoutumé et le public s'abandonne comme par le passé à une sécurité trompeuse, tandis que ceux qui ont la lourde responsabilité d'existences humaines, retombent dans la routine habituelle jusqu'à ce qu'une autre catastrophe vienne, en les atteignant eux-mêmes, leur faire comprendre qu'ils ont, par négligence ou par témérité, compromis nombre d'existences.

Nous n'entendons pas, appliquer les réflexions qui précèdent au cas de l'*Empire* qui a coulé hier dans notre port, avant de savoir exactement à quoi nous en tenir sur les causes de ce triste événement. Mais nous demandons qu'une enquête sérieuse soit faite sur ces causes, afin qu'on puisse éviter à l'avenir le retour d'un pareil malheur. Les questions sur lesquelles doit porter cette enquête sont celles de l'âge et de la condition du bateau qui est, si nous ne nous trompons, l'ancien Empire Parish, le délai qui s'est écoulé depuis le dernier examen fait de la carène, les voies d'eau qui ont pu se déclarer depuis, et le rapport entre la cargaison et la capacité du bateau. Il est probable qu'une forte voie d'eau a dû ajouter un poids considérable à celui de la cargaison pour déterminer l'enfoncement du bateau quatre heures après qu'il avait été amarré à son quai, mais il est extraordinaire que l'attention des officiers n'ait pas été éveillée sur la possibilité d'une voie d'eau par les remarques des passagers et par le fait que les gardes du pont étaient couvertes d'eau.

Il semble que dans les conditions où est arrivé le bateau, une surveillance extraordinaire eut dû être exercée et il est permis de supposer que si une garde spéciale eût été chargée de veiller, il eût été possible d'éveiller et de sauver tous ceux que renfermait le bateau. L'enquête devra aussi porter sur le point de savoir si les pompes étaient en état et si on a pris la précaution de sonder la cale afin de savoir si l'eau y était entrée.

Les enquêtes du coroner pourront éclaircir certains points, mais le grand jury devrait se saisir de l'affaire et élucider complètement les causes de ce désastre.

Meeting de réjouissance dans la paroisse des Avoyelles.

Nous recevons de M. Lafargue, rédacteur du Marksville *Bulletin* et l'un des représentants élus de la paroisse des Avoyelles, le compte-rendu suivant d'un meeting tenu à Marksville.

En réponse à la convocation publiée, un imminent mass meeting du peuple s'est assemblé à midi le 10 novembre, à la maison de Cour, à Marksville, pour exprimer sa joie du triomphe des conservateurs dans toute l'Union.

Sur motion du Dr. J. F. Griffin, M. Aristide Barbin a été appelé au fauteuil, et M. J. Lemoine a été nommé secrétaire.

M. Barbin a expliqué l'objet de la réunion dans une courte harangue. Le Dr. J. F. Griffin et M. S. R. Thorpe ont présenté des résolutions qui, sur motion de M. G. F. Voorhies ont été adoptées à l'unanimité. En voici le texte :

Résolu que l'élection du 2 novembre 1874 dans la paroisse des Avoyelles, a été en général une élection loyale et juste, sans aucune intimidation pratiquée là été de la part des membres du parti radical qui, par tous les moyens en leur pouvoir, ont cherché à intimider les votants de couleur qui étaient anxieux de voter pour les candidats conservateurs.

Résolu que, quelqu'ait été le dessein des autorités fédérales, la venue des troupes des Etats-Unis dans notre paroisse à la veille de l'élection, a eu pour effet d'écarter beaucoup de conservateurs des polls, et a intimidé d'autres électeurs qui ont voté pour les candidats radicaux contre leur conviction honnête et contrairement à leurs intentions précédentes.

Résolu que tous les candidats conservateurs ont été loyalement élus et que la tentative d'annuler l'élection à cause du vol des boîtes du bureau d'Evergreen, est un tour de politique radicale qui s'accorde avec la manière dont cette paroisse a été traitée depuis la guerre par le parti radical et que nous en rendrons ce parti responsable.

Il est résolu que le parti du peuple dénonce le vol des boîtes d'Evergreen, qu'il demande une enquête sévère et le châtiment des coupables; que nous sommes "dé-d'accord" comme de présent et que les boîtes ont été volées dans le seul but de détruire notre victoire ; que comme parti et comme particuliers nous désirons maintenir la paix et les lois de la communauté et que nous désapprouvons toute violation des droits du peuple.

Il est résolu que la profonde reconnaissance du peuple est dûe à R. H. Marr, le Hampden de l'Amérique, le sauveur des institutions républicaines; nous lui offrons et nous offrons à F. N. Ogden, John C. Monsigre, à ceux qui ont si vaillamment défendu la cause du peuple le 14 septembre dernier et étaient des instruments de Dieu, nos sincères remerciements pour ce qu'ils ont fait au nom de la justice, de la liberté et du bon gouvernement.

Il est résolu que nous voyons dans le succès des partis démocrate et conservateur de l'Union, le retour de la paix et de l'ordre ; que nous félicitons le peuple de la Louisiane et des Etats Unis du résultat qu'il a obtenu ; que nous en remercions solennellement Dieu, l'arbitre des Nations.

Il est résolu que nous déclarons aux hommes de couleur que le parti républicain, en les tenant dans l'esclavage, ne leur a jamais permis de connaître l'étendue que leur affranchissement est dorénavant assuré et que nous les félicitons, en nous félicitant nous-mêmes, de la restauration de l'égalité des droits politiques pour tous les partis politiques.

Il est résolu que nous reconnaissons toujours le gouvernement Mc-Enery comme le seul gouvernement légal de la Louisiane ; que nous lui renouvelons l'assurance de notre fidélité et nous engageons à aider à son rétablissement dès que cessera l'outrageante intervention fédérale.

Il est résolu que nous dénonçons l'usurpation Kellogg, qui est au-dessous du mépris des honnêtes gens ; que nous lui obéissons seulement par respect pour le pouvoir du gouvernement fédéral.

MM. A. D. Lafargue, John O'Quin, A. Brion, S. R. Thrope et A. Barbin ont répondu à l'appel de l'auditoire par des paroles qui ont été couvertes d'applaudissements.

L'assemblée s'est ensuite ajournée après avoir prié le secrétaire de transmettre des copies des résolutions aux journaux de Marksville, au *Picayune*, au *Bulletin*, et à l'*Abeille* de la Nouvelle-Orléans.

A. BARBIN, président.
C. LEMOINE, secrétaire.

LE TARIF.—On lit dans la *Republic* :

"Le secrétaire du Trésor, dans son prochain rapport au Congrès, exposera qu'il serait peu judicieux de faire aucun changement, pendant la présente session, aux lois relatives aux droits de douane. M. Bristow est d'avis que la codification des lois douanières, telle qu'elle résulte de la loi du 19 juin 1874, répond à toutes les exigences, que son langage est explicite et qu'elle devrait satisfaire tous les importateurs. En d'autre mots, M Bristow défend le langage et l'esprit du nouveau code douanier. Il est assuré le concours, en ce qui concerne l'interprétation des lois douanières, de M. Lorin Blodget, le statisticien qui était attaché depuis plusieurs années à la douane de Philadelphie. M. Blodget a consacré trois mois, l'hiver dernier, à la demande du comité des voies et moyens et du comité de révision des lois, à revoir les articles du code relatifs aux douanes. Il est persuadé que ces articles sont tels et qu'ils remplacent d'une manière absolue toutes les dispositions et les interprétations antérieures."

LES REBELLES AU CANADA.—Nous lisons dans le *Courrier de l'Illinois* :

Les six Métis français qui formaient partie du jury dans l'affaire Nault, ont racheté autant qu'il était en leur pouvoir la honte et les lois de la communauté et que nous désapprouvons toute violation des droits du peuple.

Il est résolu que la profonde reconnaissance du peuple est dûe à R. H. Marr, le Hampden de l'Amérique, le sauveur des institutions républicaines; nous lui offrons et nous offrons à F. N. Ogden, John C. Monsigre, à ceux qui ont si vaillamment défendu la cause du peuple le 14 septembre dernier et étaient des instruments de Dieu, nos sincères remerciements pour ce qu'ils ont fait au nom de la justice, de la liberté et du bon gouvernement.

Il est résolu que nous voyons dans le succès des partis démocrate et conservateur de l'Union, le retour de la paix et de l'ordre ; que nous félicitons le peuple de la Louisiane et des Etats Unis du résultat qu'il a obtenu ; que nous en remercions solennellement Dieu, l'arbitre des Nations.

Il est résolu que nous déclarons aux hommes de couleur que le parti républicain, en les tenant dans l'esclavage, ne leur a jamais permis de connaître l'étendue que leur affranchissement est dorénavant assuré et que nous les félicitons, en nous félicitant nous-mêmes, de la restauration de l'égalité des droits politiques pour tous les partis politiques.

Il est résolu que nous reconnaissons toujours le gouvernement Mc-Enery comme le seul gouvernement légal de la Louisiane ; que nous lui renouvelons l'assurance de notre fidélité et nous engageons à aider à son rétablissement dès que cessera l'outrageante intervention fédérale.

Il est résolu que nous dénonçons l'usurpation Kellogg, qui est au-dessous du mépris des honnêtes gens ; que nous lui obéissons seulement par respect pour le pouvoir du gouvernement fédéral.

MM. A. D. Lafargue, John O'Quin, A. Brion, S. R. Thrope et A. Barbin ont répondu à l'appel de l'auditoire par des paroles qui ont été couvertes d'applaudissements.

L'assemblée s'est ensuite ajournée après avoir prié le secrétaire de transmettre des copies des résolutions aux journaux de Marksville, au *Picayune*, au *Bulletin*, et à l'*Abeille* de la Nouvelle-Orléans.

A. BARBIN, président.
C. LEMOINE, secrétaire.

LE TARIF.—On lit dans la *Republic* :

"Le secrétaire du Trésor, dans son prochain rapport au Congrès, exposera qu'il serait peu judicieux de faire aucun changement, pendant la présente session, aux lois relatives aux droits de douane. M. Bristow est d'avis que la codification des lois douanières, telle qu'elle résulte de la loi du 19 juin 1874, répond à toutes les exigences, que son langage est explicite et qu'elle devrait satisfaire tous les importateurs. En d'autre mots, M Bristow défend le langage et l'esprit du nouveau code douanier. Il est assuré le concours, en ce qui concerne l'interprétation des lois douanières, de M. Lorin Blodget, le statisticien qui était attaché depuis plusieurs années à la douane de Philadelphie. M. Blodget a consacré trois mois, l'hiver dernier, à la demande du comité des voies et moyens et du comité de révision des lois, à revoir les articles du code relatifs aux douanes. Il est persuadé que ces articles sont tels et qu'ils remplacent d'une manière absolue toutes les dispositions et les interprétations antérieures."

LES REBELLES AU CANADA.—Nous lisons dans le *Courrier de l'Illinois* :

Les six Métis français qui formaient partie du jury dans l'affaire Nault, ont racheté autant qu'il était en leur pouvoir la honte qui pesait sur leurs malheureux compatriotes. Ils ont déclaré ne pouvoir s'accorder sur un verdict, étant également divisés pour et contre son acquittement.

Les jurés ont été congédiés.

—On lit dans la *Badische Landzeitung* :

"Des huit ponts qui doivent être élevés sur le Rhin, pour servir de trait d'union entre l'Alsace et le pays de Bade, il n'y en a plus que deux qui ne soient pas encore achevés : ce sont ceux de Freistett-Gambsheim et de Greffern-Drusenheim; tous les autres sont livrés à la circulation depuis deux ans."

CONFÉRENCE AU BÉNÉFICE DE L'ÉGLISE SAINT JEAN-BAPTISTE. — Un appel a été adressé, récemment, par l'archevêque de la Nouvelle-Orléans, à tous les curés de son diocèse, en faveur de l'église de Saint-Jean-Baptiste, située dans le premier district, église qui se trouve grevée d'une dette considérable et est menacée d'être vendue si on ne trouve d'ici à quelques semaines, une somme de trente à quarante mille piastres pour payer les dettes les plus urgentes. En réponse, à cet appel, le révérend père Abram J. Ryan, un des orateurs les plus distingués du clergé catholique dans le Sud, a offert de faire une conférence au bénéfice de l'église en question. Cette conférence aura lieu, demain jeudi, à sept heures du soir, dans la grande salle de l'Exposition, rue St-Charles.

L'éminent orateur a choisi pour sujet de sa conférence "La ligne blanche". Le but que se propose le père Ryan, sa réputation d'éloquence et le choix plein d'actualité de son sujet et l'intérêt qu'il inspire à toute la population,contribueront à attirer, demain soir, à la salle de l'Exposition, un grand concours de fidèles et même de personnes non catholiques désireuses d'entendre traiter le sujet de la ligne blanche par le brillant prédicateur.

Nous remercions Mgr Porché des billets qu'il a bien voulu nous envoyer pour cette conférence.

Le prix des billets est de cinquante cents.

OPÉRA.

Une élégante chambrée assistait hier à la première représentation de *Rigoletto*. On remarquait avec plaisir beaucoup de nouveaux arrivés parmi les spectateurs des galeries et du parquet.

Il y a quelques jours, on avait lieu de féliciter M. Méric d'avoir pris une brillante revanche dans *Lucie de Lammermoor*. Le rôle de *Rigoletto* lui fait encore plus d'honneur que celui d'*Ashton*. Des bravos spontanés, suivis de rappels, ont été la juste récompense que méritait l'interprétation donnée par cet artiste au personnage à la fois ridicule et dramatique du père de *Gilda*.

M. Méric était tout à fait en voix.

Mais il n'a pas seulement bien chanté le rôle de *Rigoletto*; il s'y est montré excellent acteur. Il a su émouvoir son auditoire, et lui faire partager les douleurs paternelles et l'indignation d'un père trahi et réduit au désespoir.

Nous aurons plaisir à nous lecteurs que l'on redonne *Rigoletto* demain, jeudi.

Les autres artistes n'ont pas eu moins de part dans le beau succès de la représentation d'hier, sont MM. Gadilhe, Feitlinger et Fercken. Nous regrettons de n'avoir pu rester assez longtemps au théâtre pour entendre Mme Téoni : ce sera pour une autre fois.

A l'étude, les *Huguenots* : la *Fille du Régiment* : *Jérusalem*.

A. M.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—"Cancarty" est une comédie qui ne manque certainement pas de mérite, mais nous devons à la vérité de dire que ce n'est pas une des meilleures œuvres de Tom Taylor. Il y a du mouvement et de la vie, mais l'auteur n'y déploie pas son art accoutumé. Quoi qu'il en soit, la pièce est fort bien interprétée aux Variétés et tous les acteurs méritent des éloges. La troupe de M Owens est décidément excellente.

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — "The Cut Glove" est décidément du goût du public. L'intrigue y est bien soutenue, l'intérêt ne faiblissant pas un seul instant. Ceux qui demandent avant tout au théâtre des émotions sont servis à leur gré à la représentation de "Cut Glove." M. Baker se montre excellent acteur dans la scène du meurtre commis en mer. La scène du chemin de fer est très dramatique et est admirablement avec frénésie. MM. White Pike et Leddiebeck ont beaucoup contribué au succès de la pièce.

THÉATRE DU GLOBE.—Nous voyons avec plaisir que le public reprend le chemin du théâtre du Globe. Ce n'est que justice, car M. Kittredge n'épargne ni peine ni argent pour plaire à ce dernier. Mlle Maggie Weston a été chaleureusement accueillie hier soir. Les Bynes sont fort bien dans le Morning Call : nous signalerons surtout Ernest Bynes qui joue avec une rare perfection un rôle de femme.

THEATRE ST-CHARLES.—La troisième représentation de "Ding Dong" a eu lieu hier soir devant une fort belle salle. Mlle Marie Majilton est extrêmement gracieuse, elle danse avec une désinvolture charmante : aussi le public lui a-t-il prodigué ses applaudissements. Les autres artistes de la troupe font également preuve d'un talent réel.

BILLET GAGNANT.—M. Thomas Remy, rue St. Anne 221, certifie ainsi qu'on le verra dans une annonce insérée plus loin, qu'ayant acheté pour 25 cents au bureau de M. J. V. Gourdain, au coin des rues Bienville et Dauphine, un quart du billet de combinaison No 4, 47, 45 qui a gagné le prix capital de $6,000 au tirage de la loterie d'Etat de la Louisiane du lundi 16 novembre 1874, le quart du dit billet lui a été payé comptant et sur présentation au bureau de la compagnie.

LES TROUBLES A L'ÉCOLE DE MÉDECINE. —La note suivante que nous trouvons dans un journal de Paris du 30 octobre explique les troubles qui ont eu lieu à l'Ecole de Médecine, de Paris.

Le bruit court au quartier Latin, que M. le docteur Wurtz a donné sa démission de doyen de la Faculté de médecine et de professeur de chimie à ladite Faculté.

On ajoute que son remplaçant comme doyen serait, soit M. le docteur Depaul, professeur d'accouchement, soit M. le docteur Charcot, professeur de pathologie. L'un ou l'autre choix déplairait fort aux élèves libres-penseurs.

La nomination de M. Chauffard comme doyen, a amené des manifestations hostiles qui ont fait ordonner la fermeture des cours pendant un mois.

DÉCLARATION PACIFIQUE DE GUILLAUME.—Nous reproduisons ici le texte même des paroles par lesquelles se termine le discours de l'empereur Guillaume à l'ouverture du Reichstag.

Nos relations avec tous les gouvernements étrangers sont pacifiques et bienveillantes, et dans l'amitié éprouvée qui me lie avec les chefs des puissants empires, il y a des garanties pour une paix durable auxquelles j'ai le droit de vous engager à avoir pleinement confiance.

Loin de moi la pensée de vouloir employer les forces unies de l'empire à un autre but que sa propre défense. Au contraire, c'est précisément cette force qui met mon gouvernement en mesure d'opposer le silence aux sacrifices pour des buts politiques qui l'objet en attendre, pour faire face aux conséquences qui pourraient naître de la malveillance ou de la passion des partis, que ces sentiments hostiles se soient traduits en actes.

Je sais, qu'en ce cas, la nation tout entière et ses princes sont prêts à tout entreprendre et à se joindre à moi pour défendre les droits et l'honneur de l'empire.

LA CONTREMINE DE BERLIN.—Le *Temps* explique ainsi qu'il suit l'origine des fausses nouvelles, inquiétantes pour la paix de l'Europe, qui ont été mises en circulation pendant ces derniers jours :

Personne n'ignore, dans le monde des affaires, qu'il existe à Berlin une spéculation fortement intéressée à écraser les cours. Ce cadre des baissiers a un nom; il s'appelle la "Contremine." N'ayant pas réussi la grande hausse qui s'est produite à la Bourse de Paris sur presque toutes les valeurs et spécialement sur les fonds français, il a éprouvé des pertes sensibles. Il voit d'un mauvais œil le réveil des affaires et l'amélioration des cours qui en a été la conséquence, et pour changer ses pertes en bénéfices, c'est lui, dit-on, qui invente des nouvelles inquiétantes, et qui inaugurave pour qu'elles soient publiées, non pas à Berlin, ce qui en trahirait l'origine, mais à Londres, d'où elles se répandent dans le monde entier. Chaque fausse nouvelle cause 24 heures d'inquiétude, dont la "Contremine" profite.

TEMPERATURE.—17 nov. 1874.
Thermomètre de C. Duhamel, opticien
Fahrenheit. Centigrade

6 A. M.	70	21
12 M.	74	23
3 P. M.	74	23
6 P. M.	74	23

CHRONIQUE DE LA VILLE

UN SINISTRE.

Le steamer Empire coule avec trente passagers à bord.

Toute notre population a été frappée de stupeur hier en apprenant que le steamer Empire, faisant le service entre la Nouvelle-Orléans et les forts, avait coulé dans le port, à cinq heures du matin, avec une trentaine de passagers à bord, dont la plupart,—vingt-et-un,—nous dit-on, ont péri misérablement à quelques brasses du quai.

Quand nous nous sommes rendu, hier matin, sur la levée, au pied de la rue Conti, où une foule considérable était déjà assemblée, nous avons pu assister à une scène navrante, que nous n'essaierons pas de dépeindre.

Le steamer Empire, complètement englouti sous l'eau, sauf la cabine du pilote qui paraissait encore, était entouré de débris flottants. Ce qui la, on voyait des cadavres qui avaient été retirés de l'eau et qu'on avait déposés momentanément sur le quai en attendant qu'on vint les réclamer.

Cadavres d'enfants, cadavres de femmes, cadavres d'hommes : la mort a fauché partout sans distinction.

Le steamer Empire, qui appartenait à l'association de l'Empire Parish, était un vieux bateau qui datait de 1851, mais en 1872 il avait été réparé et il était considéré comme étant en très bon état. Le capitaine Jeanfraud le commandait depuis deux années; on le dit capable et consciencieux; mais on sort à été de surcharger son bateau de fret, au point que l'eau dépassait la ligne de flottaison.

Le capitaine Jeanfraud a été trop douloureusement éprouvé par la mort de sa fille aînée, Mlle Fannie Jeanfraud, âgée de dix-sept ans, et par la mort de trois autres enfants, pour qu'on puisse le blâmer trop sévèrement. Lui même a été bien près de périr avec sa femme et une petite fille, le seul enfant qui lui reste, n'ont dû la vie qu'à un miracle.

Le steamer est arrivé dans le port lundi à minuit. Les passagers, qui n'avaient pas disséminé leur inquiétude pendant la dernière partie de la traversée, en s'apercevant que le bateau était trop chargé, se seraient hâtés de débarquer, mais comme il pleuvait en ce moment, beaucoup d'entre eux ont été forcés de demeurer à bord et ce sont ceux-là dans leurs cabines pour passer le reste de la nuit.

A cinq heures, mardi matin, tandis qu'ils dormaient presque tous, le bateau a sombré avec une rapidité que la plupart d'entre eux ont été surpris dans leur sommeil et ont péri ; quelques-uns ont pu sortir à temps des cabines et ont été recueillis par un vapeur du steamer Bradish Johnson qui venait promptement au secours des naufragés ; d'autres ont pu s'accrocher à l'étage supérieur du bateau, appelé communément "Texas," qui était au-dessus de l'eau, où ils sont restés jusqu'à ce qu'on soit pu venir à eux.

Voici la liste complète des passagers, des employés et des hommes d'équipage qui ont fait le dernier voyage à bord du steamer *Empire*. Il y en avait cinquante-et-un à bord, dont vingt-et-un ont été sauvés et vingt-et-un ont péri. Des trente-sept qui ont été sauvés, la plupart avaient quitté le bateau avant le désastre.

Numa Robert, ingénieur, sauvé.
Wm. Green, premier ingénieur, sauvé.
D. B. Perry, habitation Stella, sauvé.
S. F. Hodge, Pointe-à-la-Hache, sauvé.
L. Arroyo, noyé.
Maddox Belair, noyé.
M. Baldin, Nouvelle-Orléans, sauvé.
Aant Ban, à la Brasse, noyé.
M. Kemper, de Texas, sa femme et deux petits enfants, noyés.
J. H. Freely, ingénieur, noyé.
W. Gilbert, watering landing, noyé.
M. Landry, Magnolia Woods Oak, noyé.
Jack Deiger, de Rosecoure, sauvé.
M. Gaile, de Jeanfrean landing, sauvé.
Capt. Jeanfrean, sa femme et une petite fille sauvés.
Mlle Fannie Jeanfrean, fille aînée du capitaine, âgée de dix-sept ans, noyée.
Trois autres enfants du capitaine, noyés.
Un petit enfant de sept mois, noyé.
Trois de mes enfants, âgés de dix sept ans, Johnny, âgé de douze ans, et Ada, âgée de huit ans, étaient dans une cabine dans le salon des dames, à l'arrière du bateau. Vers quatre heures du matin j'ai été réveillé par ma femme qui m'a crie que le bateau coulait. J'ai sauté à bas de mon lit et me suis élancé dehors pour me rendre compte de ce qui se passait. Le steamer s'enfonçait rapidement, l'eau était déjà parvenue à la chaudière. J'ai vu tout de suite qu'il n'y avait pas juste le temps de se sauver. Ma petite fille Marie passait en courant en ce moment sur la cage. Je l'arrêtai ; je l'ai saisie par le bras et l'ai tirée sur le pont supérieur." A peine cela fait, je me suis trouvé dans l'eau avec elle et j'ai nagé jusqu'au Bradish Johnson, où l'on m'a hissé sur le pont avec ma petite fille que je tenais toujours dans mes bras."

J'ai appris alors que ma femme avait été sauvée, mais j'ai perdu quatre enfants. Le bateau s'est posé sur le fond, mais il s'est enfoncé tout entier. Je ne puis comprendre ce terrible accident. Le bateau n'était pas trop chargé, car il l'a déjà été beaucoup plus et il y avait plus d'eau dans la cale quand je me suis retiré après minuit. Je ne puis dire positivement combien de passagers il y avait ; leurs noms sont inscrits dans le livre de bord que se trouve dans le coffre-fort et la plupart d'entre eux ont été engloutis.

M. D. R. Perret, l'un des passagers qui a été sauvé par M. White du steamer Bradish Johnson, raconte que les passagers étaient à plusieurs reprises déclaré au capitaine Jeanfraud qu'ils craignaient que le bateau ne fut trop chargé, mais que celui-ci avait répondu à chaque fois qu'il n'y avait pas le moindre danger et avait fini par rassurer à demi tous le monde.

M. Perret était étendu sur son lit tout habillé quand le bateau a commencé à s'enfoncer. Il doit la vie à sa présence d'esprit. Au lieu de se précipiter à l'eau comme d'autres malheureux, il est monté sur la cabine du pilote et c'est là qu'on l'a recueilli.

M. Seghers, sa femme, quatre enfants et deux domestiques qui avaient fait le voyage à bord de l'*Empire* ont quitté le bateau un quart d'heure après minuit.

M. Seghers dit qu'il doit sa vie et la vie de sa femme et de ses enfants à l'importunité d'un cocher de fiacre qui a insisté tellement pour qu'il prit sa voiture, qu'il s'est décidé à réveiller sa femme qui s'était déjà couchée avec les enfants.

Le bateau de sauvetage Osage a été employé et toute la cargaison en sera sauvée.

Les agents de l'Empire sont MM. Salvador Fernandes & Cie, No. 56 rue Peter.

LE BUREAU DE RETOURS.

Séance orageuse.

Le Bureau entre en séance à cinq heures. Présents : M. Madison Wells, président, et MM. Anderson, Kenner et Casanave.

La lettre suivante de M. J. M. Sandidge est lue :

Nile-Orléans, 17 novembre 1874.

Hon. Madison Wells, président du Bureau de retours :

Monsieur—J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre officielle d'hier, m'annonçant mon élection comme membre du Bureau de retours. Comme rien ne semble indiquer qu'une place est encore laissée vacante pour un second membre du parti conservateur de l'Etat, afin d'accorder à ce parti, que je représente, un semblant d'égalité de représentation dans votre Bureau; et comme aussi, je n'ai pas été autorisé en aucune façon par le comité exécutif du parti démocratique et conservateur, je me vois forcé de refuser d'accepter la position que vous m'offrez, croyant qu'il serait aussi inutile pour moi de devenir le seul membre conservateur de votre Bureau, surtout quand il y a une semaine déjà que vous siégez.

Respectueusement,
JNO. M. SANDIDGE.

Après lecture de cette lettre, M. Anderson, qui paraît vexé, suggère l'opportunité de nommer immédiatement un cinquième membre du Bureau, sans consulter les intérêts d'aucun parti.

Le nom de M. Cesar Arroyo est présenté conséquemment, par M. Anderson, qui déclare que cette nomination est de nature à satisfaire tous les partis.

Le choix est ratifié à l'unanimité, et M. Arroyo est averti officiellement de son élection.

Il se présente quelques minutes après, accepte la position et ayant été mis sous serment, prend son siége immédiatement.

Le colonel Hunsacker se présente en ce moment et désire savoir si les retours de l'Empire ont été reçus, parce qu'il a été effrayé des bruits qu'il a entendus le matin relativement à des rapports et aux manipulations des amis de Nevers.

M. Wells répond à Munsacker que les retours de St-Jacques ont été reçus depuis dix jours.

Le Bureau reprend alors le dépouillement des votes où il l'avait laissé la veille, après avoir terminé le dernier poll du deuxième ward. Il commence par le premier poll du troisième ward.

Dans ce ward, il paraît qu'il y a plusieurs protêts inscrits par les radicaux, que le Bureau aura à prendre en considération.

Do longues discussions s'élèvent à ce sujet, et quand le Bureau s'ajourne, à trois heures et demie de l'après-midi, le dépouillement des votes du troisième ward n'est pas terminé.

Nous croyons avoir découvert le petit secret de la lenteur de MM. Wells, Anderson & Cie; c'est qu'ils touchent dix dollars par jour chacun, tant que le Bureau est en séance, et qu'ils ne demandent pas mieux que de faire durer le plaisir.

Dans la journée d'hier, les supérieurs radicaux des paroisses D.-Soto et Rivière Rouge, ont été arrêtés et conduits devant le commissaire des Etats-Unis Craig, soupçonnés de *bourrer* les retours de ces deux paroisses, qui n'ont pas encore été reçus par le Bureau.

Les prisonniers de Natchitoches.

Plusieurs de nos concitoyens de la paroisse Natchitoches, arrêtés arbitrairement par le glorieux major Merrill et ses reitres, sont arrivés, hier matin à la Nouvelle-Orléans, à bord du steamer Sabine, sous la conduite du Shérif de la paroisse Natchitoches.

Comme ils n'étaient pas accompagnés par un marshal des Etats-Unis, on n'a pas jugé de les incarcérer à leur arrivée en ville.

Ils sont en liberté et comparaîtront devant un commissaire des Etats-Unis pour obtenir leurs cautionnements.

On dit que Packard ignorait l'arrivée de ces nouveaux prisonniers, victimes de sa haine. Nous sommes heureux de le lui annoncer.

La Maison d'Etat évacuée.

Les troupes des Etats-Unis, qui transformaient la Maison d'Etat en caserne, ont été retirées hier matin, par une raison que nous ne connaissons pas encore.

L'hôtel-St-Louis est maintenant gardé par la police métropolitaine.

Se figure